

**République Centrafricaine - Nations
unies - Renouvellement du mandat
de la MINUSCA - Déclaration de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères**
(Paris, 16 novembre 2017)

Je tiens à saluer l'adoption à l'unanimité par le conseil de sécurité des Nations unies de la résolution 2387 qui renouvelle pour un an, jusqu'au 15 novembre 2018, le mandat de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

Dans le contexte sécuritaire actuel, le conseil de sécurité a pris ses responsabilités en accroissant les capacités et la flexibilité d'action de la MINUSCA en appui à la restauration de la sécurité et de la stabilité centrafricaines.

Cette résolution autorise notamment une hausse du plafond de troupes à hauteur de 900 personnels militaires supplémentaires, comme le demandait le secrétaire général des Nations unies et comme nous le souhaitons également. Elle réorganise également le mandat de la MINUSCA en le priorisant de manière plus nette autour des tâches essentielles du maintien de la paix, à commencer par la protection des civils, le soutien au processus de paix et de réconciliation, ainsi que la délivrance de l'aide humanitaire. Elle prévoit un mécanisme d'information et de suivi renforcé de la lutte contre les risques d'abus sexuels. Cette résolution marque enfin une première étape dans le soutien que la MINUSCA pourra apporter au redéploiement progressif et maîtrisé des forces armées centrafricaines (FACA) formées par la mission européenne EUTM, en vue de leur installation dans la durée sur le territoire national. Je rappelle que la France contribue elle-même au renforcement de la MINUSCA par le déploiement d'une unité de sept drones, activés par plus de 80 personnels militaires.

Je tiens à remercier une nouvelle fois le secrétaire général des Nations unies ainsi que son représentant spécial pour la RCA, M. Parfait Onanga, pour leur engagement en faveur de la paix et de la sécurité en RCA. Je voudrais réaffirmer le soutien ferme de la France au président Touadéra dans ses efforts de réconciliation nationale et de restauration de l'autorité de l'État centrafricain./.